

CONSEIL DE PRUD'HOMMES

DE NIMES

Conseil de Prud'Hommes
de Nîmes

46, rue porte de France
30900 NIMES

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

COPIE

JUGEMENT

RG N° F 13/00544
SECTION Commerce

MINUTE N° 16182

Contradictoire
premier RESSORT

AMP

du : 29 Février 2016

prononcé par mise à disposition au greffe (selon heure d'ouverture)
- article 453 du CPC -

entre :

Madame Ginette GILLES

34, route de la Mairie

Le Saut du Loup

30340 ROUSSON

Assistée de Me Thomas AUTRIC (Avocat au barreau de NIMES)
substituant Me Eve SOULIER (Avocat au barreau D'AVIGNON)

DEMANDEUR

et

SNCF

Direction des ressources humaines - division des services

Médicaux - 34, rue du Commandant Mouchotte

75699 PARIS

Représentée par Me Maria PRIVAT, substituant Me Jean Luc
HIRSCH (Avocats au barreau de PARIS)

DEFENDEUR

- Date des plaidoiries : **10 Décembre 2015**

**Composition du bureau de jugement lors des débats et du
délibéré :**

Monsieur Daniel GARREL, Président Conseiller (E)

Madame Jeannette MESLIN, Assesseur Conseiller (E)

Madame Dominique BONNEAU, Assesseur Conseiller (S)

Monsieur Kamel TEBIB, Assesseur Conseiller (S)

Assistés lors des débats de Madame Mylène ALARCON, Greffier

PROCÉDURE :

- Date de la réception de la demande : 31 Mai 2013

- Bureau de Conciliation du 28 Juin 2013

- Convocations envoyées le 31 Mai 2013

- Renvoi au bureau de jugement du 30 janvier 2014

AFF : Madame Ginette GILLES c/ SNCF

- renvois successifs au 11 septembre 2014, 9 avril 2015, 11 mai 2015
- 14 septembre 2015 → jugement ordonnant la réouverture des débats
- Débats à l'audience de Jugement du 10 Décembre 2015 (convocations envoyées le 17 Septembre 2015)
- Prononcé de la décision fixé à la date du 29 Février 2016

CHEFS DE DEMANDE :

Dire et juger que les contrats à durée déterminée doivent être requalifiés en contrat à durée indéterminée à compter du 20 mars 1984 ;

Dire et juger que **Madame Ginette GILLES** doit être rattachée au statut du cadre permanent de la **SNCF** à compter du 20 mars 1984 ;

En conséquence, condamner l'employeur au paiement des sommes suivantes :

- 2 940,25 € à titre d'indemnité de requalification de la relation contractuelle en contrat à durée indéterminée
- 143 192 € à titre de dommages et intérêts en réparation du préjudice subi du fait de l'éviction de **Madame Ginette GILLES** du cadre permanent de la **SNCF**
- 2 500 € au titre de l'article 700 du Code de Procédure Civile ainsi qu'aux entiers dépens
- ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir sur le fondement de l'article 515 du Code de Procédure Civile

DEMANDE RECONVENTIONNELLE :

Dire et juger **Madame Ginette GILLES** irrecevable en ses demandes et en tout état de cause mal fondée ;

En conséquence,

Débouter **Madame Ginette GILLES** de l'ensemble de ses demandes, fins et conclusions ;

Condamner **Madame Ginette GILLES** à payer à la **SNCF** la somme de 2 000 € en application des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile ;

Condamner **Madame Ginette GILLES** aux dépens ;

RAPPEL DES FAITS ET DES DEMANDES :

Le 20/03/1984, **Madame Ginette GILLES** était embauchée par la **SNCF** suivant contrat de travail à temps partiel en qualité d'infirmière remplaçante ;

Suite à plusieurs contrats à durée déterminée, **Madame Ginette GILLES** se verra proposer un contrat à durée indéterminée à temps partiel à compter du 01/06/1995 ;

Le 01/01/2000, le contrat à temps partiel sera conclu suivant avenant pour un temps complet ;

Le 31/05/13, **Madame Ginette GILLES** saisissait le Conseil de Prud'hommes de NIMES ;

Lors de l'audience du bureau de jugement du 10/12/15, elle formulait les demandes reprises ci-dessus ;

MOTIVATIONS DU BUREAU DE JUGEMENT :

Sur la demande au titre de l'indemnité de requalification :

ATTENDU que **Madame Ginette GILLES** produit aux débats l'original de son premier contrat de travail avec la **SNCF** qui est rédigé comme suit :

Article 2 : Madame **SERRES** (épouse **GILLES**) sera utilisée, selon les besoins du service pour assurer le remplacement de Madame **CANELA**, pendant son absence ;

Article 3 : La rémunération est fixée pour une durée moyenne hebdomadaire de 21 heures 30 ;

Article 8 : Le présent contrat est conclu pour une "durée indéterminée" sous réserve des dispositions de l'article 10. Il est entré en vigueur le 20/03/1984 ;

ATTENDU que par avenant du 07/11/1984, la **SNCF** proposait à **Madame Ginette GILLES** un nouveau contrat mais cette fois à durée déterminée en remplacement de Mademoiselle **BOIT** Christine en congé maternité ;

ATTENDU que ce contrat ainsi que tous les autres contrats à durée déterminée proposés à **Madame Ginette GILLES** sont irréguliers dans la mesure où le contrat initial faisait mention dans son article 8 de "CDI" et ce dès le 20/03/1984 ;

ATTENDU que pour seule argumentation, la **SNCF** soutient que le premier contrat ne pouvait être qu'un contrat à durée déterminée puisqu'il était conclu pour remplacer une personne absente, de surcroît nommément désignée alors que la loi n'exigeait pas encore cette mention (ordonnance du 05/02/1982) ;

ATTENDU que comme il a été démontré précédemment, le premier contrat de personnel remplaçant de **Madame Ginette GILLES** fait bien mention de "contrat à durée indéterminée" à compter du 20/03/1984, contrat signé par les parties en date du 23/03/1984 ;

ATTENDU que de plus, le salarié embauché en contrat à durée indéterminée après plusieurs contrats à durée déterminée et dont la relation contractuelle est requalifiée en contrat à durée indéterminée est réputé avoir occupé un emploi à durée indéterminée depuis le jour de sa première embauche (cass soc du 06/11/13 n° 12-15-953) ;

Vu les dispositions de l'article L 1245-2 du Code du Travail ;

Par ces motifs, **Madame Ginette GILLES** sera fondée sur sa demande de requalification des contrats à durée déterminée en contrat à durée indéterminée et ce dès le 20/03/1984 à hauteur de 2 940,25 € ;

Sur la demande de dommages et intérêts pour perte de salaire liée au non rattachement au statut de cadre permanent :

ATTENDU que pour argumenter cette demande, **Madame Ginette GILLES** soutient qu'elle remplissait toutes les conditions cumulatives posées par l'article 2 du chapitre 5 du statut des relations collectives entre la **SNCF** et son personnel ;

Qu'en comparaison, Madame **DELOUPY** embauchée à la même époque pour les mêmes

fonctions avait bénéficié d'un avancement de carrière et d'une évolution de salaire beaucoup plus avantageuse, ayant été intégrée au cadre permanent de la **SNCF** ;

Qu'en conséquence, la perte de salaire en raison de son évincement à ce statut est évalué à 143 192 € ;

En l'espèce, le règlement intérieur de la **SNCF** dans son chapitre 5 intitulé "admission au cadre permanent" précise les conditions générales d'admission à savoir :

Article 2.1 :

- a) posséder la nationalité française
- b) remplir les conditions d'aptitude médicale et professionnelle
- c) casier judiciaire vierge
- d) être en situation régulière
- e) être âgé de 18 ans au moins et 30 ans au plus au jour de son admission

La limite d'âge supérieure est supprimée pour les candidats âgés de moins de 55 ans précisément pour les mères de 3 enfants et plus ;

Mais que dans tous les cas, l'admission ne peut être réalisée que dans un emploi à plein temps ;

En fait, **Madame Ginette GILLES** n'a occupé un emploi plein temps qu'à compter du 01/01/2000 ;

Qu'à cette date **Madame Ginette GILLES** née le 02/07/1954 était âgée de 46 ans ;

C'est donc par jugement avant dire droit du 14/09/15 que le bureau de jugement du 14/09/15 ordonnait la réouverture des débats pour l'audience du bureau de jugement du 10/12/15, afin d'entendre les parties sur la composition de la famille de **Madame Ginette GILLES** avec production de son livret de famille ;

ATTENDU que la production du livret de famille démontre que **Madame Ginette GILLES** n'a eu que deux enfants à savoir Martine née le 07/09/1977 et Grégory né le 22/10/1979 ;

En conséquence, **Madame Ginette GILLES** ne peut prétendre aux dispositions relatives aux personnes ayant eu 3 enfants ;

Que de plus :

Article 2-2 : l'admission des candidats a lieu dans des grades de début après avoir satisfait à un examen ou à un concours ;

Seuls sont déclarés reçus au concours dans l'ordre de classement les premiers candidats jusqu'à concurrence du nombre de places mises au concours ;

En l'espèce, **Madame Ginette GILLES** ne remplit pas les conditions pour bénéficier du statut de cadre permanent ;

Par ces motifs, **Madame Ginette GILLES** sera déboutée de cette demande ;

Dit qu'il y a lieu à application de l'article 700 du Code de Procédure Civile à hauteur de 900 € ;

Dit qu'il n'y a pas lieu d'ordonner l'exécution provisoire de la décision ;

PAR CES MOTIFS

Le Bureau de Jugement, statuant publiquement, par décision contradictoire, après en avoir délibéré conformément à la loi et en premier ressort,

DIT que les contrats à durée déterminée doivent être requalifiés en contrat à durée indéterminée et ce à compter du 20/03/1984 ;

En conséquence, **CONDAMNE** la SNCF au paiement des sommes suivantes à **Madame Ginette GILLES** :

- 2 940,25 € au titre d'indemnité de requalification
- 900 € au titre des dispositions de l'article 700 du Code de Procédure Civile

DEBOUTE Madame Ginette GILLES de son surplus de demande ;

DEBOUTE la SNCF au titre de sa demande reconventionnelle ;

MET les dépens à la charge de la SNCF.

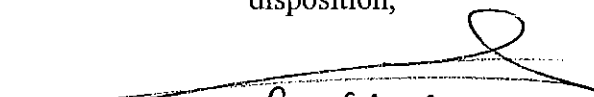
ONT SIGNE :

Le Président,



D. GARREL

Le Greffier de la mise à disposition,


R. FABRE